

#Grexit

**L'INACCEPTABLE  
CHANTAGE FAIT A LA  
GRÈCE**



**OGM**  
RENATIONALISATION,  
LA FAUSSE SOLUTION



**PARITE DANS LES C.A.**  
LA PRÉSIDENTE  
LETTONE ATTENDUE



**MIGRATIONS**  
LA MÉDITERRANÉE A  
LA DERIVE

# STRASBOURG EN BREF



## Nous sommes tous Charlie

Ce qui est arrivé dans les locaux de la rédaction de Charlie Hebdo en plein cœur de Paris mercredi 7 janvier, une barbarie abjecte avec l'assassinat de sang froid de douze personnes, dont les journalistes vedettes de l'hebdomadaire satirique français, nous a toutes et tous choqué. Mais les milliers de réactions spontanées qui ont suivi, à travers toute l'Europe et bien au-delà, manifestations silencieuses de soutien et de solidarité avec toute l'équipe du journal et les familles des victimes, ont montré qu'au-delà de l'incompréhension d'un tel acte, au-delà de la peur, au-delà de la haine, une immense majorité de citoyennes et citoyens partageaient les mêmes valeurs suprêmes de respect de la liberté, liberté de la presse, liberté de la pensée, liberté ultime des mots et des dessins face à la violence des armes. Rien que pour cela, les fanatiques ont d'ores et déjà perdu. Nous sommes tous Charlie !

## Grèce : L'UE doit faire confiance à la démocratie grecque

A l'approche des prochaines élections législatives en Grèce, le 25 janvier, face à la possible victoire du parti Syriza, des dirigeants européens et internationaux ont multiplié les réactions pour faire part de leurs inquiétudes en cas de victoire de la gauche « radicale » grecque.

Toutes ces déclarations, qui relèvent de l'intimidation, à l'encontre des futurs choix démocratiques du peuple grec, sont insupportables, alors que le pays a d'ores et déjà payé un lourd, très lourd tribut, aux politiques d'austérité imposées depuis le déclenchement de la crise financière en 2008. Pour le groupe des Verts au Parlement européen, ce chantage fait à la démocratie grecque est inacceptable et totalement contreproductif. C'est au peuple grec de décider souverainement de son avenir. Ce qu'a rappelé le co-Président du groupe Philippe Lamberts :

« Nos gouvernements et les institutions européennes doivent respecter le processus démocratique en Grèce. Au lieu d'interférer de manière contre-productive et de faire du chantage, ceux-ci devraient avant tout s'engager à respecter le résultat des élections et à collaborer avec le futur gouvernement élu démocratiquement afin d'assurer à la Grèce sa place dans l'eurozone. Il y va de l'intérêt de la Grèce, de l'UE et de sa crédibilité. Nous estimons donc irresponsables les déclarations à propos de la sortie de la Grèce de la zone euro.

Si les réformes sont effectivement incontournables pour ce pays, il n'empêche que celles menées jusqu'ici dans le cadre d'une politique exclusive d'austérité n'ont pas produit les résultats escomptés. Elles ont au contraire, aggravé la situation du pays, notamment au niveau social. La Grèce a besoin d'un gouvernement capable d'opérer la transformation de son économie vers un modèle durable. Les institutions et les gouvernements européens doivent soutenir la Grèce, son prochain gouvernement et ses citoyens dans ce sens. C'est ainsi qu'ils permettront au pays de sortir de la crise et d'alléger le poids de sa dette. Notre intérêt commun est bien d'avoir une Grèce revigorée membre de la zone euro et non le contraire. »

*« Transparence des négociations TTIP : la Commission européenne oublie l'essentiel ! »*



Mardi 13 janvier, la Commission européenne devrait publier les réponses à sa consultation publique sur l'instrument de règlement des différends État-investisseur (ISDS). Une étape de plus dans l'exercice de transparence engagé par la Commission pour tenter de convaincre les Européens de l'utilité du traité transatlantique. Mais pour les écologistes, le compte n'y est pas! Cela fait plus d'un mois que la Commission retarde cette publication, de peur que les 150 000 citoyens qui ont répondu à cette consultation n'apprécient pas vraiment l'analyse que la Commission fera de leur opposition catégorique et répétée au TAFTA.

Retrouvez la réaction de Yannick Jadot [ici](#).

«*Opération mains propres sur la santé* »



Michèle Rivasi ainsi que des parlementaires et responsables médicaux ont lancé début janvier un appel :

« Pour en finir avec les conflits d'intérêts

Pour réaliser 10 milliards d'euros d'économies en révisant la politique du médicament

Notre République est victime d'une profonde crise démocratique et est sapée par la généralisation de la corruption qui met en péril notre État de droit. Ce phénomène se nourrit notamment de la banalisation des conflits d'intérêts, du lobbying institutionnel des multinationales et de la faiblesse des moyens de contrôle démocratique dans l'exécution des politiques publiques. »

L'appel de Michèle Rivasi est à retrouver [ici](#).

## OGM : La renationalisation, une fausse solution

« *Europe should be big on big things and small on small things* ». Décidément, nous nous souviendrons longtemps de ce slogan du Président Juncker car en acceptant de renationaliser la question des OGM, l'UE s'apprête à abandonner sa responsabilité sur la protection de la santé des Européen-nes, sur l'agriculture de qualité et l'environnement. Rien que ça !

Depuis son autorisation en 1998, le maïs Monsanto MON810 est le seul à être cultivé en Europe. Un « moratoire de fait » obtenu par une résistance tenace qui avait même convaincu Monsanto en juillet 2013 d'abandonner toutes ses demandes d'autorisation de cultures transgéniques en Europe. Mais aujourd'hui, les digues sont en train de tomber ! Les Etats membres - la France en tête - renonceraient à décider collectivement de l'interdiction des OGM en Europe, et préféreraient négocier au cas par cas avec Monsanto, Pioneer et les autres géants de l'industrie biotechnologique. Car il est illusoire de penser que la contamination des champs, comme le nuage de Tchernobyl, s'arrêtera aux frontières. L'été dernier, des agriculteurs en Charente et en Dordogne ont été obligés de détruire 68ha de champs de maïs contaminés. Le choix des Européens pour une alimentation saine et de qualité est menacé et l'avenir des agriculteurs qui veulent continuer à produire sans OGM est en jeu.

Les écologistes demandent à ce que la volonté de la très grande majorité des citoyens pour une Europe sans OGM soit pleinement respectée. Nous devons renforcer le système actuel plutôt que de le détricoter, en élargissant l'évaluation de l'EFSA des risques environnementaux et socio-économiques, et en étendant le champ des autres raisons pour lesquelles les États membres peuvent appliquer des moratoires. Non à une Europe OGM à la carte qui ne répond en rien à l'exigence démocratique promise par Juncker au début de son mandat lorsqu'il confiât le dossier au Commissaire Andriukaïtis et avec qui nous allons d'urgence engager ce débat.

▶ Débat sur le rapport Ries « Possibilité pour les Etats membres de restreindre ou d'interdire la culture d'OGMs » - Mardi 13/01/2015

## Méditerranée : La politique migratoire à la dérive

Quelques semaines seulement après le lancement de l'opération Triton de Frontex, les drames humains continuent de s'accumuler en Méditerranée. En 15 jours, l'Italie a dû venir en aide à trois cargos fantômes remplis de migrants laissés à la dérive. Avec des opérations telles que Triton ou Mos Maiorum, l'UE concentre sa traque sur les passeurs en fermant les yeux sur les raisons qui poussent des centaines de milliers de migrants à tenter cette « traversée de la mort ». Quand va-t-on enfin comprendre que l'approche uniquement sécuritaire des flux migratoires vers l'UE est un échec absolu ? Doit-on rappeler que l'immense majorité de ces migrants fuient la guerre et la misère et viennent en Europe demander asile ? En appelant à faire de la lutte contre la contrebande une priorité absolue, le Commissaire Avramopoulos refuse d'aborder la vraie question : le devoir d'accueillir les réfugiés et demandeurs d'asile dans des conditions humanitaires dignes de nos démocraties, conformément à leurs obligations internationales et la mise en place d'urgence d'une voie légale pour ces migrants. Après avoir été rappelée à l'ordre par la Commission à de maintes reprises ces dernières années, la France s'apprête aujourd'hui à mettre son droit d'asile en conformité avec les exigences européennes. Une occasion manquée qui répond davantage à une volonté de gérer les flux que d'élargir le droit d'asile.

► Déclarations du Conseil et de la Commission « Récents cas de traite d'êtres humains en Méditerranée » - Mardi 13/01/2015

## Parité : La présidence lettone attendue dans l'hémicycle

En décembre 2014, les Ministres de l'emploi et des affaires sociales de l'Union décembre ont échoué à trouver une solution au blocage d'une directive qui prévoit que les conseils d'administration devront compter au minimum 40% de femmes à partir de 2018 pour les entreprises publiques et dès 2020 pour les entreprises cotées en bourse. Adoptée par le Parlement européen en novembre 2013, la proposition de directive ne peut être discutée entre le Parlement européen et le Conseil de l'UE en l'absence de position commune de ce dernier (liée aux réticences de certains États membres). La Lettonie qui vient d'obtenir la présidence du Conseil de l'UE faisant partie de ces États récalcitrants, les écologistes ne manqueront pas d'interpeller ses représentants lors du débat qui aura lieu sur ce sujet dans l'hémicycle.

Malgré la mise en place, dans plusieurs pays, de dispositifs permettant d'accélérer la parité homme-femme au sein des conseils d'administration des entreprises, l'évolution des taux d'occupation de femmes à des postes d'encadrement reste largement insuffisante. Plus on monte dans la hiérarchie, plus la gent féminine se fait rare, ce qui pose un réel problème d'inégalité salariale. À titre d'exemple, les Conseils d'administration des entreprises du CAC 40 ne comptent que 14% de femmes contre 12% en 2010. À ce rythme, il faudrait près de 40 ans pour atteindre l'égalité. Avec ses 27%, la France peut se targuer d'occuper la deuxième place, derrière la Finlande, dans le classement des États où les femmes sont les mieux représentées dans les conseils d'administration. C'est dire si des progrès restent à faire au niveau européen.

► Déclarations du Conseil et de la Commission « Les femmes dans les conseils d'administration » - Mardi 13/01/2015

## A notre agenda également...

- ▶ Déclarations du Conseil et de la Commission « Revue de la présidence italienne du Conseil de l'Union européenne » - Mardi 13/01/2015
- ▶ Déclarations du Conseil et de la Commission « Mesures européennes de lutte contre le crime organisé et la corruption » - Mardi 13/01/2015
- ▶ Déclarations du Conseil et de la Commission « Programme d'activités de la Présidence Lettone » - Mercredi 14/01/2015
- ▶ Déclarations du Conseil et de la Commission « Lancement de l'année européenne pour le développement » - Mercredi 14/01/2015
- ▶ Vote des résolutions « Programme de travail de la Commission européenne pour 2015 » - Jeudi 15/01/2015

### *Le fil de la plénière*

Storify de la délégation : [storify.com/eurodeputesEELV](http://storify.com/eurodeputesEELV)

### *Nous contacter*

Benjamin JOYEUX, Communication politique et relation presse

Email : [benjamin.joyeux@europarl.europa.eu](mailto:benjamin.joyeux@europarl.europa.eu) / Téléphone : +33 6 23 36 14 15

Facebook de la Délégation : [facebook.com/eurodeputes.europe.ecologie](https://www.facebook.com/eurodeputes.europe.ecologie)

Twitter de la Délégation : @eurodeputesEELV

Site de la Délégation : [europeecologie.eu](http://europeecologie.eu)

### *Réalisation*

Lise DESHAUTEL, Yan DUPAS et Benjamin JOYEUX

Crédits Photo - Creative Commons